

J'ai ici une coupure de l'excellent service des nouvelles de l'*Observer* de Londres au sujet d'un avion à marques canadiennes engagé dans des attaques contre des villages indigènes. C'est un article du 22 juillet. Si le ministre n'en est pas au courant, je le lui passerai. Si le rapport est exact, certaines réponses qui ont été données au sujet des armes canadiennes et de l'Angola ne concordent pas avec les réponses qui m'ont été fournies avant l'ajournement.

Il existe d'autres questions très importantes mais, ainsi que le ministre l'a dit, nous aurons l'occasion de nous prononcer sur quelques-unes d'entre elles lors de l'examen des crédits. A l'instar du ministre, je me limiterai surtout à la question de Berlin, à celle des essais nucléaires et au problème du désarmement.

Il ne fait pas de doute que la crise de Berlin est la question cruciale qui occupe les esprits du monde entier, actuellement. Il est, pour le moment, impossible de dire ce qui va arriver ou même quelles seront nos lignes de conduite. Nous sommes en pleine période de heurts diplomatiques et le gouvernement a le devoir impérieux d'entreprendre des études et des consultations.

Le plus alarmant de la crise de Berlin, c'est qu'elle pourrait faire perdre de vue aux nations occidentales ou à nous-mêmes le fond du problème. Il est question tous les jours dans les journaux et à la radio, par exemple, d'escarmouches entre les gardes postés à la frontière, à Berlin, qui se servent de bombes lacrymogènes et de tuyaux d'arrosage. On parle beaucoup de crise et on a tendance à faire des déclarations irréfléchies. Nous devrions certes chercher à éviter à tout prix les réactions paniques.

Je tiens à signaler au premier ministre (M. Diefenbaker) que j'ai lu avec un vif intérêt le discours qu'il a fait l'autre jour à l'Association du Barreau canadien à Winnipeg. Le chef de l'opposition (M. Pearson) a déjà manifesté son appui aux grandes lignes de ce discours. Au Canada, nous pouvons différer d'opinion sur la politique nationale; nous pouvons avoir des divergences de vues dans le domaine de la politique étrangère, et si nous en avons, nous ne devons pas hésiter à le dire, mais le premier ministre et le gouvernement peuvent être sûrs que les grandes lignes de ce discours ont été exprimées en des termes que nous approuvons. Cela ne veut pas dire que certains détails sur des questions qui seront exposées ne sauraient susciter une réaction différente de celle que j'ai signalée mais, pour ce qui est du sens général des observations du premier ministre, je pense qu'il est important que nous, membres du

Parlement, fassions connaître à l'Union soviétique ou à tout autre pays intéressé qu'il y a beaucoup plus d'unité chez nous que ne le prétendent parfois les tenants d'une idéologie contraire à la nôtre. L'inconvénient inévitable auquel nous nous heurtons dans le monde libre, c'est qu'il existe des divergences de vues, mais ce serait une erreur pour l'Union soviétique d'en conclure que, sur les questions essentielles et fondamentales, il n'y a pas l'accord le plus étroit, accord qui se manifestera, j'en suis sûr, à l'appui des termes généraux de la déclaration qu'a faite le président Kennedy, lorsqu'il s'est adressé à son peuple et au monde entier pour expliquer l'attitude que les États-Unis ont adoptée à ce propos.

A mon sens, il faut concevoir que Berlin n'est qu'un aspect d'une guerre froide beaucoup plus vaste et générale. Une fois de plus, l'Union soviétique nous a frappés à un point faible. La stratégie globale de l'Union soviétique, dans la guerre froide, consiste à nous pressentir, à passer d'une position vulnérable à une autre—Corée, Moyen-Orient, îles séparées de la Chine continentale, Afrique—de sorte que le problème immédiat occupe les manchettes pendant que le combat général est relégué dans l'oubli. J'ai rencontré certains compatriotes qui, en toute honnêteté, refusent de reconnaître que la guerre froide est aujourd'hui tout autant un combat actif que toutes les batailles qui se sont livrées au cours de l'histoire. Il nous incombe, et notamment incombe-t-il aux membres du gouvernement, qui ont plus facilement et plus rapidement accès aux vues d'autres pays amis surtout, de ne pas nous laisser pétrifier par la panique, face à la crise immédiate, mais plutôt de concentrer nos esprits et notre stratégie globale sur le problème plus vaste qui se pose.

Il est ironique de penser que la perspective de la guerre froide nous ramène en Allemagne, en avril 1945, où les unités des armées américaines et russes se sont rencontrées sur les rives de l'Elbe, près de la ville de Torgau. Cet événement historique a laissé, depuis lors, une marque profonde sur l'histoire contemporaine. La division de l'Allemagne et de l'Europe en sphères russe et américaine est à l'origine de la guerre froide. Ainsi donc, la guerre froide qui a éclos en Allemagne, il y a quelque 16 ans, par suite de la seconde guerre mondiale, atteint son apogée dans le même pays.

Quels sont les motifs de M. Khrouchtchev, je l'ignore. Peut-être vise-t-il avant tout à faire reconnaître officiellement, par l'Occident, la puissance communiste au cœur de l'Europe. Il veut certainement arriver à faire reconnaître à l'Allemagne de l'Est un statut diplomatique absolu. Il veut faire reculer